

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 30/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PROTEC METAUX

17 rue du Puits Camille
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-23-109
Code AIOT : 0006103461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement PROTEC METAUX implanté 17 rue du Puits Camille 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEC METAUX
- 17 rue du Puits Camille 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Protec Metaux est spécialisée dans les dépôts chimiques ou électrochimiques pour la protection ou la décoration des métaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'étude technico-économique du 15 juin 2021
- Examen des suites données à certains constats de l'inspection de 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Déchets, stockage boues de STEP	AP Complémentaire du 22/09/2014, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Aménagement des installations	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 1.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Suites inspection 2021	Rapport du 11/06/2021	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 4.3.9	/	Sans objet
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 8.1.2	/	Sans objet
3	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	/	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 4.3.9.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'exploitant s'est engagé dans une démarche d'amélioration de la qualité des rejets aqueux. Il doit toutefois rester vigilant afin d'éviter certaines dérives, notamment en ce qui concerne l'accumulation des déchets sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico économique
Prescription contrôlée : Suites données constat n°2, inspection 2021, non-conformité : Les résultats de l'autosurveillance montrent des dépassements réguliers en regard des valeurs limites d'émissions applicables. L'étude technico-économique annoncée par l'exploitant devra être accompagnée d'un plan d'actions destiné à mettre en conformité les rejets vis-à-vis des valeurs limites d'émissions applicables. Cette étude devra également justifier de l'acceptabilité des rejets par le milieu récepteur (Le Furan).
Constats : L'étude technico-économique demandée a été remise à l'inspection. Son instruction fera l'objet d'un rapport spécifique qui proposera une mise à jour des prescriptions applicables pour ce qui concerne le suivi des rejets aqueux. La visite objet du présent rapport a été l'occasion d'échanges avec l'exploitant sur le contenu d'un premier projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Elle a également été l'occasion de constater la mise en place d'équipements et d'évolutions citées dans l'ETE : <ul style="list-style-type: none">- installation d'un nouveau décanteur,- remplacement de l'automate de gestion de la STEP,- augmentation du pH de précipitation des effluents via deux cuves,- modification des rinçages afin de diminuer les consommations d'eau (le jour de la visite, le débitmètre général de la ligne Zn-Ni était à 700 l/h, l'ETE avait retenu un objectif de 850 l/h, le débit avant modifications était de 950 l/h).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
Prescription contrôlée : Suites données constat n°3, inspection 2021, non-conformité : L'exploitant ne réalise pas de comparaisons entre les résultats des contrôles trimestriels réalisés par un organisme agréé et ceux de son autosurveillance tel que prévu par l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009. L'objectif de ces inter-comparaisons qui doivent être réalisées à partir du même échantillon est notamment de s'assurer du bon fonctionnement du matériel de mesure et de l'absence de dérives.
Constats : Un tableau dédié a été mis en place pour réaliser les inter-comparaisons demandées. Les résultats de l'année 2022 ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Alarme pH
Prescription contrôlée : Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets. Suites données constat n°7, inspection 2021, observation : Ajouter une alarme sonore en cas de pH non conforme. Suites données n°12, inspection 2021, observation : L'inspection confirme, une nouvelle fois, la nécessité d'assurer un suivi des enregistrements, pour notamment justifier les anomalies liées aux tests et/ou aux maintenances
Constats : La visite a permis de constater que l'automate de supervision de la station a été remplacé. Le test de l'alarme pH n'a pas été réalisé mais l'exploitant a indiqué avoir bien pris en compte la remarque relative au signal sonore (le dispositif est présent). L'exploitant a précisé être dorénavant en capacité de mettre des commentaires sur les enregistrements pH pour notamment justifier les anomalies liées aux tests et/ou aux maintenances
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 4.3.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet direct au milieu naturel
Prescription contrôlée : Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Suites données au constat n°15, inspection 2021, observation : Supprimer la section de canalisation reliant le réseau d'eaux usées et le réseau d'eaux pluviales.
Constats : La visite a permis de constater la suppression effective de la section de canalisation reliant le réseau d'eaux usées au réseau d'eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déchets, stockage boues de STEP

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/09/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les quantités maximales de déchets présentes sur le site ne doivent pas dépasser : - boues de station (stockage) : 5 tonnes, - boues de station : 6 tonnes.
Constats : La visite des installations a permis de constater une accumulation importante de boues de STEP (env 30 big-bags). L'exploitant a indiqué avoir rencontré des difficultés au cours de l'année 2022 et ne pas avoir été en capacité de les évacuer.
Non conformité : Les boues de STEP entreposées en quantité trop importante en regard de la quantité maximale fixée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 septembre 2014 doivent être évacuées sous un délai maximal de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Aménagement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Revêtement des sols
Prescription contrôlée : Extraits 6.1 Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. 6.2 Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.
Constats : Dans la zone dédiée à l'entreposage des produits liquides et des déchets, au droit d'un GRV de 1000 litres contenant un déchet liquide et associé à une capacité de rétention, le sol n'est pas étanche. La rétention semble directement posée sur la terre. Le jour de la visite, il n'a pas été constaté la présence de traces d'écoulements en direction de cette zone.
Non-conformité : Le sol au droit de la capacité de rétention citée ne respecte pas les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Sous un délai de 1 mois, l'exploitant déplacera les produits et déchets liquides entreposés au droit de cette zone vers un espace respectant les prescriptions imposées. Les travaux nécessaires pour la mise en conformité seront réalisés sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Bains non utilisés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : Non-conformité : Le bain de déchromage qui n'est plus utilisé doit être vidangé et évacué vers une installation dûment autorisée sous un délai de 3 mois. Les deux cuves de rinçages présentes entre les lignes 2 et 3 qui ne semblent pas utilisées seront également vidangées et évacuées sous ce même délai, les effluents seront traités dans des conditions conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral réglementant le site (soit évacués en tant que déchets, soit traités via la station d'épuration interne sous réserve qu'elle soit en capacité de traiter les polluants susceptibles d'être présents). Les bordereaux de suivi des déchets dangereux seront transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Captage des vapeurs de bains
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. Suites données constats n°16 et 17, inspection 2021, non-conformités : <ul style="list-style-type: none">- Ligne de brunissage : connecter le collecteur d'aspiration sur la hotte.- Bains de démétallisation cyanuré : prévoir un capot pour recouvrir le bain lorsqu'il n'est pas utilisé afin de limiter l'évaporation. Mise en place d'un système d'aspiration des vapeurs.
Constats : Un bain de décapage à l'acide chlorhydrique est présent entre les chaines 2 et 3, sans disposer d'un dispositif d'aspiration des vapeurs de bains. L'exploitant a indiqué que ce bain est utilisé pour réaliser des opérations ponctuelles de "dézingage". Il a également précisé que le volume du bain est important en regard du besoin. Il a convenu de le remplacer par un bain d'un volume plus petit, équipé d'une aspiration des vapeurs. La visite des installations a permis de noter, en regard des constats effectués en 2021 : <ul style="list-style-type: none">- au niveau du bain de démétallisation cyanuré, la mise en place d'un dispositif d'aspiration des vapeurs et d'un capot lorsque le bain n'est pas utilisé (A noter que le capot présent le jour de la visite semblait être un dispositif provisoire et pas complètement adapté aux dimensions du bain).- la remise à niveau de la chaîne de brunissage avec notamment la réparation du collecteur d'aspiration au niveau du bain de brunissage.
Non-conformité : Un dispositif d'aspiration des vapeurs doit être mis en place au niveau du bain de décapage à l'acide chlorhydrique, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, sous un délai de 3 mois.
Observations : L'exploitant veillera à utiliser un dispositif de capotage du bain de démétallisation cyanuré mieux adapté que celui présent le jour de la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suites inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 11/06/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Suites inspections 2021
Prescription contrôlée : Suites données au rapport d'inspection du 11 juin 2021, faisant suite à l'inspection réalisée le 1er juin 2021
Constats : Suite à la visite réalisée en 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection un courrier le 31 mars 2022 justifiant les actions mises en œuvre pour répondre à certains des constats (observations ou non-conformités). La visite, objet du présent rapport, a été l'occasion d'examiner certaines suites données. Toutefois, des éléments de réponses sont toujours absents ou incomplets, en particulier pour les constats 8 et 20 (non-conformités) ; 9 et 14 (observations). Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments de réponse nécessaires sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois